



Fragilité des pouvoirs publics parce que, par essence, le pouvoir solitaire entrave d'une manière générale les énergies créatrices individuelles dans tous les compartiments de la vie de la société ; sur le plan des libertés individuelles fondamentales, il empêche le débat public et la contestation politique et, de ce seul fait, s'interdit à lui-même l'éclairage de la lumière contenue dans la discussion et la contradiction, il dédaigne les précieux apports de la participation citoyenne qui est incontournable dans la mise en œuvre des programmes, des politiques et des lois ; s'agissant de la sécurité du pays le pouvoir solitaire prive les services qui en sont chargés de l'indispensable coopération des citoyens dans la prévention des graves menaces attentatoires aux biens et aux personnes. Fragilité des acteurs sociaux et politiques qui sont dans l'incapacité de jouer le rôle de grands intermédiaires de la vie associative politique et civile indispensables à un fonctionnement harmonieux de la cité ; ne pouvant exister qu'en tant que leurs dans un simulacre de vie associative civile ou politique, ils sont discrédités dès lors qu'ils sont asservis en rouages d'un système qui fonctionne en cycle fermé sur lui-même et pour lui-même. Alors que leur raison d'être est de multiplier les passerelles entre les gouvernants et les gouvernés, le dévoiement de leur vocation en fait des agents aggravants de la rupture entre le pouvoir et la société.

Fragilité des institutions parce que les principes fondamentaux qui président à la bonne gouvernance sont en permanence battus en brèche : non-observance des lois, déséquilibres et confusions de pouvoirs, opacité dans la prise de décisions et dans les pratiques politiques, absence de contrôles institutionnels crédibles dans les processus de désignation des responsables, de prise des décisions et de mises en œuvre de ces décisions. La primauté des préoccupations de pouvoir dans la pratique politique, par rapport aux préoccupations des citoyens, s'opère au détriment de l'attention qui doit être portée au traitement des problèmes. Nous la payons par la dégradation continue des conditions de vie et par la prolifération du phénomène de la désespérance. D'où la multiplication des fractures sociales béantes où viennent s'engouffrer les mouvements violents, acteurs bénéficiaires uniques d'une situation où la seule certitude vers laquelle convergent les esprits est l'incapacité avérée du régime à apporter des réponses aux angoisses du lendemain. Sortir de ces fragilités conjuguées implique la sortie du cycle de la défiance mutuelle entre le citoyen et la société politique.

C'est un cycle auto-entretenu qui ne peut que s'emballer si chacun de nous se cantonne dans la posture que se limite à se défaire de ses responsabilités présentes, politiques ou citoyennes, à se défaire « sur les autres » ou sur le passé. Rompre le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons enfermés est donc l'affaire de tous les acteurs : la société, les acteurs de la vie associative civile et politique, les pouvoirs publics et les acteurs institutionnels. La société ne pourra pas s'en sortir si elle ne reprend pas d'abord elle-même avec la volonté de s'en sortir, pour pouvoir ensuite agir par la force de son énergie propre. Quelle que soit la légitimité de leurs plaintes, les citoyens, et à leur tête les élites, doivent se dire une bonne fois pour toutes que personne ni aucune force ne viendra spontanément leur apporter sur un plateau d'argent tous les ingrédients nécessaires à l'accomplissement de leur destin. Il est à la fois illusoire et incohérent que, d'un côté et à juste titre, nous pleurons sur notre condition et qu'au même moment nous nous abandonnions à une résignation passive ou à un dédain, voire un dégoût vis-à-vis de la chose publique.

Une telle attitude, qui considère la politique comme « une sale chose » et qui conduit à laisser en somme la politique aux autres, revient en fin de compte à espérer que le règlement de nos problèmes et de notre sort viendra un jour de ceux-là mêmes qui se sont disqualifiés à nos yeux !

Le temps comme la nature travaillent contre nous tous, dans la mesure où ils nous

éloignent sans cesse des solutions qui sont l'objet de notre quête passive. Au même moment, ils attisent les tentations du recours à la violence dévastatrice qui, non seulement n'améliorera pas notre condition d'aujourd'hui, mais accélérera davantage notre descente aux enfers. L'ennemi apparent et autoproclamé de ce que tu détestes n'est pas forcément ton ami. Quant à se mettre à tricher, voler ou contourner les lois sous le prétexte que les « autres » ou les tenants de l'Etat trichent, volent ou contournent les lois, il s'agit là de rien moins que de comportements antisociaux dont la seule et première victime est la société elle-même.

Ce sont des comportements suicidaires, qui de surcroît enlèvent toute légitimité aux reproches les plus justifiés que l'on est en droit de faire aux pouvoirs publics. En vérité, notre société doit se souvenir que rien ne se donne pour rien. Le mieux que la société puisse exiger légitimement de ses gouvernants est que ceux-ci s'attachent en urgence à lever tous les obstacles qui l'empêchent de se donner les moyens de prospérer par elle-même et ses propres énergies créatrices.

Il revient à la société une grande part de ce qui est à faire pour qu'elle assume son destin. Les élites ainsi que les acteurs sociaux, politiques et civils ne peuvent être d'aucune utilité publique s'ils se résignent, de gré ou de force, au rôle de faire-valoir d'un régime parvenu à bout de souffle, tant il s'agit à sa propre pérennisation, à être et à paraître plutôt que d'agir pour le bien général. Faute de revenir à leur vocation première qui est de recentrer les débats et les activités sur les problèmes de la cité et leurs solutions, ils participent au contraire à l'aggravation de la fragilité d'ensemble. En se consacrant par contre à l'éveil de la conscience citoyenne, tout en contribuant à décoller les yeux d'un pouvoir bloqué sur lui-même et enlisé dans l'erreur, les forces de bonne volonté se donneront la voix qui les rendra plus audibles au sein de la société comme face au pouvoir en place et seront de ce fait plus à même de peser sur le cours des choses.

Les pouvoirs publics se condamnent eux-mêmes à l'échec s'ils prétendent servir l'intérêt général en faisant fi de la participation active de la population. Or il n'existe pas de décisions en matière de lois, de règlements ou de programmes politiques et sociaux, fussent-elles de la meilleure conception et de la plus grande justesse, qui puissent être mises en œuvre sans une coopération consciente de la population. Cette coopération repose sur la motivation, c'est-à-dire sur une conscience qu'acquiert chaque individu du lien qui existe entre les décisions d'un côté, et son intérêt ou l'intérêt général de l'autre.

La motivation est fonction, non seulement du degré de participation des citoyens dans le processus des décisions, non seulement de l'efficacité incitative de ces décisions, mais aussi et surtout de la qualité du travail informatif et pédagogique en direction des citoyens, travail qui relève du devoir des pouvoirs publics et des acteurs sociopolitiques.

C'est un devoir naturel, à la fois politique et institutionnel. Les données diagnostiques de base étant ainsi posées et si on les accepte comme je les vois moi-même, existe-t-il des solutions à la « sortie de crise », pour reprendre l'expression consacrée chez nous pour désigner une situation qui perdure pourtant depuis des décennies ? Avant de se hasarder à un pronostic, on peut raisonnablement poser deux constats. Le premier est que la solution est l'affaire de nous tous, société et acteurs sociopolitiques et institutionnels confondus.

Le second est l'incapacité avérée des acteurs institutionnels à produire la solution, en tout cas pas eux tout seuls. Mais ont-ils pris conscience de cela ? Là est la grande question. Vous le savez bien, la vie politique est submergée, au point de s'étouffer, par un activisme politicien qui est l'apanage de cercles très restreints du pouvoir. Depuis des décennies nous sommes gouvernés par les rumeurs et la désinformation. L'inexistence d'un programme politique cohérent et déclaré, l'absence de vision et l'indigence de la pensée se nichent derrière des slogans ou

à l'abri d'un discours officiel qui est, soit mensonger, soit creux. Elles excitent l'attrait obsessionnel pour les effets d'annonce ; elles disqualifient la capacité à fournir des solutions aux vrais problèmes de la nation. Si par « situation générale » vous entendiez les soudaines et concomitantes rumeurs qui vont s'amplifiant sur le prétendu sentiment général de dégradation de la situation sociale ou sur la ritournelle du changement de la constitution et le refrain du nième mandat présidentiel ou sur les émois que susciterait la corruption ou enfin sur la prétendue question angoissante relative au nom de celui qui serait le prochain président, si c'est donc tout cela que vous désigniez par le vocable de « situation générale » alors c'est que quelque part on ne cesse pas de s'évertuer à détourner l'attention des vrais problèmes.

La violence meurtrière ? Mais c'est depuis 1999, année de la « concorde civile » que nous sommes dans le « résiduel » ou dans l'« épiphénomène » pour reprendre certains des termes ahurissants du discours officiel. Que dis-je 1999, c'est depuis 1994 que nous entendons qualifier les actions meurtrières de « derniers soubresauts d'un terrorisme aux abois ». Aussi ne peut-on que répéter que le régime n'a pas compris ou fait mine de n'avoir pas compris que le terrorisme est un phénomène politique, que ses causes profondes sont politiques, sociales donc institutionnelles. Et que la résorption du terrorisme ne peut s'accomplir que par des voies politiques, sociales et donc institutionnelles. Ce sont ces mêmes causes qu'il s'agit d'éradiquer. La situation sociale n'a jamais cessé de se dégrader depuis plus de deux décennies et le fait que nos recettes pétrolières annuelles aient décuplé en dollars courants entre 1989 et 2007, prouve bien que notre problème se situe ailleurs que dans les ressources financières.

Une société maltraitée continuera à produire plus de candidats terroristes que les services sécuritaires ne peuvent en éliminer. Surtout quand ces services ne bénéficient pas du soutien spontané et entier de la population. La recrudescence des attentats n'a pas d'autre signification, à savoir que la relation de défiance mutuelle entre le pouvoir et la population est de se dissiper. Aussi la réconciliation nationale dont notre pays a le besoin impératif le plus urgent est-elle celle qui rétablira les liens rompus entre le citoyen et l'Etat. La vraie question est celle de l'incapacité du régime, dans sa configuration actuelle, à faire face aux problèmes graves qui se posent.

Le constat conduit directement à la deuxième question qui procède de la capacité du régime à prendre conscience à temps que faute d'un premier pas vers ce que j'appelle le changement dans l'ordre, il nous expose de manière accélérée au changement dans le désordre, ce qui serait la pire des éventualités parmi celles qui nous pendent déjà au nez. En matière sécuritaire on s'est laissé abuser par les accalmies passagères au point de perdre de vue que, faute d'un traitement politique, économique et social des causes profondes qui concourent au développement et à l'entretien de la violence, on a laissé perdurer une situation, où l'Institution militaire a été confinée au traitement des symptômes du mal, avec pour perspectives à long terme, au mieux un endiguement de la barbarie – mais non son élimination – et au pire, un enlisement dans des tâches qui sont d'autant plus frustrantes, qu'elles distraient l'institution de sa vocation première et qu'elles s'accumulent au prix de sacrifices humains sans fin.

Le processus décisionnel est la combinaison d'une construction institutionnelle et d'un legs historique. Un tel édifice ne peut tenir que si les rôles y sont bien définis, les responsabilités bien délimitées, donc pleinement assumées, ce qui est le gage de l'efficacité et du progrès, de la sécurité et de la stabilité. Dans une situation de construction institutionnelle virtuelle, ce qui est le cas actuellement, ce ne peut être que n'importe quoi.

Celui qui est le « responsable » visible ne détient pas forcément l'autorité pour assumer ses responsabilités tandis que celui qui détient l'autorité réelle n'est ni visible ni

comptable de ses décisions. Se sachant non comptable, il sera peu regardant, sur la sûreté de ses décisions ainsi que sur le choix de celui qui sert de « devanure ». Quant à ce dernier, sans le pouvoir réel de décision, il est condamné à être inopérant puisque discrédité aux yeux de l'opinion, des appareils administratifs ou des opérateurs économiques. D'où le règne de l'occulte et de l'irresponsabilité, d'où le cortège d'immobilisme, de mauvaises décisions et en fin de compte de gaspillages de ressources.

Qu'il s'agisse de la conduite d'un ensemble quelconque, un Etat, une entreprise, jusque et y compris une cellule familiale, le découplage de l'autorité et de la responsabilité ne peut conduire qu'à la confusion, à la régression et au chaos. C'est là un précepte fondamental de la bonne gouvernance qui devrait inspirer l'ordre institutionnel nouveau dont nous avons besoin et de la place qui devrait y être celle de l'Armée. Le rôle d'une armée moderne consiste à assurer la défense de la nation, la préservation de son unité et de ses institutions, la défense du territoire et de son intégrité et non point la gestion de l'Etat ou le fonctionnement de la société.

Quant à la problématique du terrorisme, elle ne saurait se réduire à l'aspect sécuritaire — c'est-à-dire la légitime défense — mais embrasser surtout les aspects politiques, économiques et sociaux que seule la société dans toutes ses composantes — institutions étatiques, opinion et société civile — est en mesure de prendre en charge. C'est cela le rôle du pouvoir civil dont l'armée doit être le bras. Commençons donc par engager les premiers pas en direction de cette exigence. Cela doit se faire avec l'armée. La pire des éventualités serait que des événements extérieurs à notre volonté interviennent pour imposer le changement malgré l'armée, voire contre l'armée. Oublions tout type de rapports entre civils et militaires qui reposerait sur une sorte de subordination servile des uns aux autres, et misons sur l'alliance patriotique et républicaine fondée sur des réalités historiques, sociologiques et culturelles de notre pays, une alliance franchement proclamée, sans complexe, exempte de toute allégeance ambiguë et qui s'imposerait à elle-même, pour seule raison d'être, la sauvegarde de l'unité nationale et le service exclusif des intérêts supérieurs du pays.

Il faut ajouter qu'il n'est pas d'avenir concevable si nous continuons à nous reposer sur une institution unique car toute stratégie efficiente pour entrer dans l'ordre institutionnel nouveau, repose sur l'édification d'un Etat de droit moderne doté d'institutions républicaines et démocratiques authentiques et fortes, avec l'adhésion de tous les Algériens.

Cela demandera du temps. On en a déjà perdu assez comme ça. Il faut commencer avec patience et résolution. Dans une telle perspective, nos soldats gardiens de la nation, de son unité et de ses institutions se situent en retour sous l'irremplaçable et inégalable aile protectrice du peuple à travers ses institutions supérieures. Emanant de la volonté populaire, celles-ci n'en seront que plus éloignées de toute tentation pour l'intrigue et donc mieux à même de préserver en toute garantie le statut des corps de sécurité, hors d'atteinte de toutes visées, jeux ou intrigues à caractère politicien ou revanchard.

Un statut dévolu, au demeurant par notre Histoire et dont la cruciale validité est corroborée par les risques inhérents à tout processus d'édification d'un Etat de droit et authentiquement démocratique. Les douloureuses épreuves que notre pays et notre peuple ont vécues de 1988 à ce jour nous ont appris que de tels risques ne sont pas seulement hypothétiques ou théoriques. Telle est ma réponse à votre dernière question sur la situation générale et sur les pronostics à court et moyen terme. Si vous m'avez lu auparavant, vous relèverez que je n'ai fait que répéter ce que j'ai dit ou écrit à plusieurs reprises.

C'est que les faits sont têtus et que l'une des lois de la physique édicte que les mêmes causes produisent les mêmes effets...